

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 11/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté d'Agglomération Dieppe-Maritime

4, boulevard du Général de Gaulle
– BP 50166 –
76204 Dieppe Cedex

Références : UDRD.2023.01.ET.21.SB.Brj
Code AIOT : 0005801260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement ancienne usine d'incinération de déchets ménagers de la **Communauté d'Agglomération Dieppe-Maritime** implanté CTD DE DIEPPE Chemin de la Rivière 76370 ROUXMESNIL BOUTEILLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de sa visite du 10 mars 2021, l'inspection a participé à la première réunion de chantier des opérations de démantèlement de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de Rouxmesnil-Bouteilles allant de mars à juin 2021 (selon le planning présenté par le maître d'œuvre) dont les comptes-rendus ont été régulièrement transmis à l'inspection. Le dernier en date du 23 juin 2021 indiquait un repli temporaire du chantier dans l'attente de l'évacuation d'un tas de briques réfractaires vers une filière appropriée et des recommandations du bureau d'étude sur le traitement de l'emprise de l'ancien incinérateur (retour en terre végétalisée ou maintien d'une dalle en béton armé avec exécution des travaux avant le 31/12/2021).

L'inspection s'est rendue le 20 octobre 2022 sur le site afin de procéder à la vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2017 mettant en demeure l'exploitant de se conformer à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement pour mise en sécurité du site et de s'assurer de la fin du démantèlement de l'incinérateur, de la bonne exécution des mesures de gestion et ainsi clôturer la cessation d'activité définitive du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise
- CTD DE DIEPPE Chemin de la Rivière 76370 ROUXMESNIL BOUTEILLES
- Code AIOT : 0005801260

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La ville de Dieppe était autorisée à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères, située sur la commune de Rouxmesnil-Bouteilles par arrêté préfectoral du 23 mai 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2008. L'usine a fonctionné de 1971 jusqu'à l'arrêt des deux lignes d'incinération en juin 2011. Par courrier du 1^{er} avril 2011, la ville de Dieppe a informé le Préfet de la cessation d'activité du site à compter du 30 juin 2011. Puis en 2012, suite au transfert de compétences, l'Agglomération Dieppe Maritime devenait responsable du site en qualité d'exploitant mais n'avait pas avancé sur la cessation d'activité jusqu'aux visites de l'inspection le 14 mars et 31 août 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2017 et cessation d'activité du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est rappelé qu'une ancienne zone de dépôt des mâchefers issus de l'incinération des ordures ménagères fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 18 décembre 1998 de suspension de stockage. Le site a fait l'objet d'une étude de sols et d'une surveillance des eaux souterraines et superficielles en 1997. Cette zone est connexe à l'ancienne usine d'incinération et sera intégrée à la cessation d'activité définitive.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suite de la visite du 10 mars 2021	Écart n° 2 du rapport d'inspection du 12/04/2021	/	Lettre de suite préfectorale demande n°1	1 mois
4	Diagnostic et surveillance environnementale	AP de Mise en Demeure du 19/06/2017, article 1	/	Lettre de suite préfectorale demande n°2	1 mois
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-2	/	Lettre de suite préfectorale demande n°3	1 mois
6	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-3	/	Lettre de suite préfectorale demandes n°4, 5 et 6	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite de la visite du 10 mars 2021	Écart n° 1 du rapport d'inspection du 12/04/2021	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Cessation d'activité (R.512-39-1 du code de l'environnement)	AP de Mise en Demeure du 19/06/2017, article 1	/	Sans objet
7	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-3	/	Sans objet
8	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, l'inspection propose à monsieur le Préfet de Seine-Maritime de lever la mise en demeure du 19 juin 2017.

Les investigations complémentaires après les travaux de démantèlement de l'ancien incinérateur réalisées en juin 2021 n'ont pas fait l'objet de prélèvements et d'analyses sur les sédiments en raison de conditions d'accès difficile au cours d'eau. Aussi, l'exploitant doit réaliser au plus tard sous un délai d'un mois, une analyse sur un prélèvement de sédiments dans l'Arques afin de s'assurer de la bonne qualité des sédiments pour tous les métaux (y compris le zinc) et pour les HCT et HAP. De plus, l'exploitant transmet au plus tard sous un délai d'un mois, les résultats du suivi de la qualité de la nappe souterraine de l'ancien dépôt de mâchefers et cendres situé en dehors du site de l'ancien incinérateur depuis 1999, à défaut, il réalise une campagne d'analyse afin de confirmer l'absence d'impact sur l'environnement pour motiver l'abandon de la surveillance sur la qualité des eaux souterraines. Le rapport sera transmis à l'inspection dès sa réception.

Concernant l'usage futur du site envisagé à usage industriel, l'exploitant transmet dès à présent au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Une copie des demandes d'avis sur les usages futurs envisagés seront transmises à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois.

Concernant la cessation d'activité du site, l'exploitant met en place les mesures du plan de gestion et notamment procède au plus tard sous un délai de 3 mois au recouvrement des sols de surface, afin de supprimer la voie de transfert avec les sols impactés. Il réalise et transmet à l'inspection au plus tard sous un délai de 3 mois, le dossier de servitudes d'utilités publiques pour conserver en mémoire les impacts et la pérennité dans le temps des travaux de remise en état engagés.

Ensuite, au vu des conclusions et recommandations des différents rapports d'investigations dans les sols et eaux souterraines et superficielles et sédiments, l'inspection pourra proposer à monsieur le Préfet de la seine-maritime d'instituer des servitudes d'utilité publique au droit du site ainsi que sur l'ancienne zone de stockage de mâchefers à proximité située au Sud-est de la station d'épuration afin de conserver en mémoire les pollutions résiduelles et les contraintes dues à ces pollutions, dans le cadre d'un usage futur envisagé à un usage industriel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 10 mars 2021

Référence réglementaire : Écart n° 1 du rapport d'inspection du 12/04/2021
Thème(s) : Autre, sécurité et suivi de déchets (BSD)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant condamnera la porte donnant sur l'arrière de la fosse et transmettra à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets/et ou démantèlement.
Constats : L'inspection constate que l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de Dieppe a été démantelée et que le site est désormais nettoyé de tout matériau. Après la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 24 octobre 2022 le dossier des ouvrages exécutés (DOE) des travaux de démantèlement du maître d'œuvre en date du 20 juillet 2022 qui comprend notamment le récapitulatif des déchets (de métaux, acide, mâchefers, briques réfractaires, hydrocarbures...) évacués dans les filières dûment autorisées, correspondant à un total de plus de 1 112 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Écart n° 2 du rapport d'inspection du 12/04/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'analyse des eaux et sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant vérifiera l'état des piézomètres et procédera à leur réparation le cas échéant, puis réalisera les campagnes d'analyses des eaux souterraines et superficielles et des sols (sur les 5 carottages supplémentaires).</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 24 octobre 2022 à l'inspection les rapports de suivi des eaux souterraines et superficielles et des sédiments des campagnes du 24 juin et 6 octobre 2021 afin de mesurer l'impact potentiel sur les milieux pendant et après les travaux. Les rapports concluent que les concentrations (en métaux et assimilés, hydrocarbures Totaux HCT , hydrocarbures aromatiques polycycliques HAP...) mesurées sont inférieures aux valeurs de référence pour la potabilisation des eaux brutes au droit de l'ensemble des piézomètres pour les eaux souterraines. Par contre les valeurs pour la conductivité (allant de 1 500 à 3 200) dépassent la limite de potabilité fixée à 1 000 µS/cm sur l'ensemble des 3 piézomètres et est en augmentation entre les deux campagnes, caractéristique d'une eau minéralisée. Concernant les eaux superficielles du cours d'eau l'Arques, les concentrations (en métaux et assimilés, hydrocarbures Totaux HCT , hydrocarbures aromatiques polycycliques HAP...) mesurées en amont et en aval du site sont inférieures aux limites de quantification du laboratoire traduisant l'absence de transfert de substances dans les sols au niveau de la zone non saturée (HCT + HAP) vers les eaux superficielles l'Arques. Aucune analyse complémentaire sur les sédiments dans l'Arques n'a été réalisée en raison des conditions d'accès difficile du cours d'eau. Toutefois, le rapport d'analyse sur les sédiments effectuée en 2017 concluait à une qualité de moyenne à bonne des sédiments pour les métaux (sauf pour le zinc) et pour les HAP.</p> <p><u>Demande n° 1 :</u> L'exploitant réalise au plus tard sous un délai d'un mois une analyse sur un prélèvement de sédiments dans l'Arques afin de s'assurer de la bonne qualité des sédiments pour tous les métaux (y compris le zinc) et pour les HCT et HAP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Cessation d'activité (R.512-39-1 du code de l'environnement)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Maintien des interdictions ou limitation d'accès au site. Évacuation des produits dangereux et les déchets présents sur le site. Suppression des risques d'incendie, d'explosion et tout risque de chute notamment dans l'ancienne fosse d'incinération des déchets. Réalise un diagnostic de l'intérieur du bâtiment de l'UIOM et mise notamment en évidence des zones du bâti nécessitant des précautions particulières de déconstruction du fait de la présence de plomb, amiante, voire de radioactivité.
Constats : L'inspection constate que le site est correctement clôturé et maintenu fermé par un portail cadenassé. Des panneaux d'interdiction au public sont positionnés tout autour du site. Les produits dangereux et déchets du site ont été évacués vers les filières dûment autorisées (bordereaux de suivi de déchets à l'appui). Dans le cadre du démantèlement, les diagnostics (déchet, amiante, plomb) de l'intérieur du bâtiment de l'UIOM avant démolition ainsi que les diagnostics HAP et amiante dans les enrobés bitumineux ont été réalisés et les précautions particulières de déconstruction ont été prises en compte (cf dossier DOE du 20 juillet 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Diagnostic et surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur son environnement (R.512-39-1 du CE).
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rapport de diagnostic et surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Présentation d'un échéancier prévisionnel de déconstruction de l'UIOM étalé sur plusieurs années.
Constats : L'exploitant avait transmis à l'inspection par courriel du 4 mars 2021, un planning des opérations de démolition du site devant s'établir entre mars et juin 2021. L'inspection constate que les 3 piézomètres installés sur le site sont dissimulés sous la végétation et difficiles d'accès. Des diagnostics des sols et des suivis des eaux souterraines et superficielles et des sédiments ont été réalisés avant (en septembre 2017) et après les travaux (en juin 2021) de démantèlement. Des analyses de sols ont également été réalisés le 24 juin 2021 à la fois sur des prélèvements de fonds de fouille (entre 1 et 2 m) et de sols superficiels sur l'ensemble du périmètre du site. Ces dernières investigations ont principalement mis en évidence l'existence d'une zone d'anomalies (HCT / HAP / COHV) au niveau de l'ancienne plateforme de stockage des mâchefers, ainsi que la présence d'anomalies diffuses en métaux dans les remblais. Le rapport conclut sur la mise en place d'un plan de gestion en lien avec l'usage futur industriel envisagé qui définira les modalités de réhabilitation du site afin d'assurer la compatibilité sanitaire avec le futur usage industriel envisagé et de réaliser des prélèvements de gaz de sol au droit des points les plus impactés. L'inspection constate la présence de 4 piézairs sur le site. <u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant rend accessible et protège les 3 piézomètres du site au plus tard sous un délai d'un mois. Il veillera à ce que les piézomètres ainsi que les piézairs restent toujours accessibles et en bon état. Il indique à l'inspection dans le même délai d'un 1 mois les modalités de gestion qu'il entend prendre pour la gestion des anomalies, sachant que la méthodologie nationale en matière de sites et sols pollués préconise le traitement des "hotspots" (excavation et traitement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés. A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore consulté l'avis de l'ensemble des personnes concernées par la cessation d'activité, à savoir le maire de la commune de Rouxmesnil-Bouteilles et le propriétaire du terrain (à priori la CARD).</p> <p><u>Demande n° 3 :</u></p> <p>L'exploitant transmet dès à présent au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains (usage industriel). Une copie des transmissions seront transmises à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de réhabilitation du site /plan de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés comporte notamment :</p> <p>1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ; 2° Les objectifs de réhabilitation ; 3° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion des milieux ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.</p> <p>Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.</p> <p>Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs.</p>

Constats :

Les différentes investigations menées sur le site ont mis en évidence la présence d'anomalie en hydrocarbures (HAP et HCT), plus ponctuellement de PCB, ainsi que des anomalies diffuses en métaux lourds, en dioxines et furanes dans les sols du site.

L'exploitant a ainsi réalisé une campagne d'investigation sur les gaz du sol via l'implantation de 4 piézajais au droit des sondages présentant les plus fortes anomalies, une évaluation sanitaire, un plan de gestion des impacts mesurés dans le sol, notamment au droit de l'ancienne plateforme de stockage de mâchefers.

Le rapport du 29 juin 2022 conclut que l'état environnemental du site est compatible avec un usage industriel en excluant tout contact direct avec les terres en place et que tout changement (notamment découverte d'une nouvelle source de pollution) est susceptible de modifier les résultats de l'étude sanitaire.

Ainsi les mesures de gestion à mettre en place sont les suivantes :

- un recouvrement de toutes les surfaces du site de bâtis ou d'un revêtement de surface : dalles, enrobés ou terre végétale saine selon une certaine épaisseur, au droit des zones non bâties afin de supprimer la voie de transfert avec les sols impactés. Les matériaux d'apport seront séparés des sols en place par un géotextile posé en continu ou tout autre dispositif avertisseur pérenne (grillage...). Si les dalles devaient être conservées, elles devraient faire l'objet d'une réparation de surface pour garantir leur intégrité et éviter tout contact avec les bétons potentiellement impactés.

- dans le cadre de l'aménagement du site, les terres potentiellement déblayées peuvent présenter un caractère non inertes. Il convient alors de gérer spécifiquement ces dernières via la réalisation d'une caractérisation préalable pour définir son exutoire.

De plus, lors d'un aménagement ultérieur du site, il sera réalisé :

- un suivi de la qualité des eaux souterraines pendant et après les travaux d'aménagement du site afin de s'assurer de l'absence de relargage des polluants dans les eaux souterraines,
- des contrôles analytiques des sols et gaz du sol afin de vérifier que les concentrations résiduelles observées sur site sont inférieures aux valeurs maximales retenues dans le cadre du plan de gestion et de l'analyse sanitaire. Dans le cas contraire, il conviendra de mettre à jour l'analyse sanitaire sur la base des nouvelles concentrations observées après travaux.

Les objectifs de réhabilitation devront donc être intégrés dans le cahier des charges de consultation des entreprises intervenantes. Si elles ne pouvaient être mises en œuvre, de nouveaux calculs sanitaires devraient être réalisés.

Le rapport recommande également la réalisation d'un dossier de servitudes d'utilité publique pour conserver en mémoire les impacts et travaux de remise en état engagés.

Toutefois, notons que le dépôt de mâchefers et des cendres sur des parcelles voisines (cadastrées AD n° 16, 82,83,104) n'a pas été traité. Ce dépôt a fait l'objet d'investigations en juillet et août 1997 qui n'avaient révélé aucune incidence sur les eaux souterraines et superficielles. Toutefois, l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998 de suspension de stockage de résidus d'incinération prescrit un suivi régulier de la qualité de la nappe d'eau souterraine et l'utilisation ultérieure du terrain qui sera reprise dans le projet de servitudes d'utilité publique pour conserver la mémoire du site.

Demande n° 4 : l'exploitant transmet à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois les résultats d'analyse du suivi régulier de la qualité de la nappe d'eau souterraine depuis 1999 au droit de la zone de stockage des mâchefers. En l'absence de résultats, l'exploitant réalise au plus tard sous un délai d'un mois de nouvelles analyses afin de confirmer l'absence d'impact sur l'environnement et justifier l'abandon de la surveillance sur la qualité des eaux souterraines. Le rapport sera transmis à l'inspection dès sa réception.

Demande n° 5 : l'exploitant met en place les mesures du plan de gestion et notamment procède au plus tard sous un délai de 3 mois au recouvrement des sols de surface, afin de supprimer la voie de transfert avec les sols impactés.

<u>Demande n° 6</u> : l'exploitant réalise et transmet à l'inspection au plus tard sous un délai de 3 mois, le dossier de servitudes d'utilités publiques pour conserver en mémoire les impacts et les travaux de remise en état engagés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de réhabilitation du site /EQRS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés comporte notamment :</p> <p>1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;</p> <p>2° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>3° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion des milieux ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.</p> <p>Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.</p> <p>Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs.</p>

Constats :

Une évaluation quantitative des risques sanitaires a été réalisée par l'exploitant afin d'étudier la compatibilité de l'aménagement envisagé (usage industriel) avec la pollution observée au droit du site. Le rapport conclut que l'état environnemental du site est compatible avec l'usage industriel envisagé en tenant compte des dispositions d'aménagement suivantes :

- absence de contact direct avec les terres en place,
- absence de jardins potagers et d'arbres fruitiers,
- absence de puits permettant l'utilisation des eaux souterraines de la nappe superficielle,
- passage de canalisations souterraines d'eau potable, notamment celles en polyéthylène, hors des zones d'impact résiduel.

Lors d'un aménagement ultérieur du site, l'exploitant devra s'assurer que les hypothèses de calcul de la présente évaluation quantitative des risques sanitaires n'ont pas changé. Dans le cas de modifications des caractéristiques environnementales du site de l'EQRS (découverte d'une nouvelle source de pollution par exemple), une nouvelle étude sanitaire est à réaliser. A ce titre la demande n° 5 précédente est rappelée (fourniture d'un dossier SUP).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire définitif de cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Remise du rapport définitif reprenant les diagnostics et les recommandations à mettre en place par rapport aux risques sanitaires (avec le cas échéant des actions de gestion pour sécuriser le site) et notamment la surveillance du site après les travaux de démantèlement de l'usine pour un usage futur du site de type industriel (choisi par l'exploitant).</p> <p>Le dossier comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -un plan à jour du site ; -un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ; -une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ; -une description des mesures prises ou prévues pour l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site ; -une étude sur l'usage ultérieur qui peut être fait du site, notamment en termes d'utilisation du sol et du sous-sol ; -une description du démantèlement des installations ou de leur nouvelle utilisation ; -en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site. <p>Le préfet fait alors procéder par l'inspecteur des installations classées à une inspection du site pour s'assurer que la remise en état est conforme aux prescriptions de l'autorisation.</p> <p>L'inspection des installations classées établit après cette visite un rapport de visite dont un exemplaire est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées, ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information et de surveillance si elle existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection le 3 avril 2019 un mémoire de cessation d'activité, complété par les rapports de diagnostic des sols après travaux de démantèlement des installations réalisé le 24 juin 2021, du suivi des eaux souterraines et superficielles et des sédiments réalisé le 6 octobre 2021 ainsi que le dossier DOE du 20 juillet 2022 concernant notamment la gestion des déchets des travaux de démolition.</p> <p>Le rapport de diagnostic des sols conclut sur la présence d'anomalies diffuses en métaux (cadmium, cuivre, mercure, plomb, zinc) et localisées en hydrocarbures au droit du bâtiment principal ainsi que la présence d'anomalie en métaux, dioxines et furanes sur les sols superficiels.</p> <p>Il préconise notamment la rédaction d'un plan de gestion en lien avec l'usage futur industriel envisagé et la réalisation de prélèvement de gaz de sols au droit des points les plus impactés en composés volatils. Il conclut qu'il n'est pas nécessaire de recourir à un dispositif d'étanchéité pour remplacer les dalles béton qui étaient présentes au droit des bâtiments. Il précise d'ailleurs que la dalle de fond de la fosse de réception des ordures ménagères a été laissée en place en l'absence d'impact notable sur les eaux souterraines à son droit et à la nature des composés mis en évidence (métaux, hydrocarbures lourds et dioxines) qui sont peu mobilisables, ce qui confirme le caractère peu perméable de cette dalle au droit de ce secteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet